

## Syrie : bruits de bottes au Moyen-Orient ?<sup>1</sup>

Ils ont d'abord regretté, se sont insurgés, ont averti, menacé. Mais tout cela en restait à de la rhétorique aux accents martiaux. Au souvenir de ce qui se passe en Afghanistan et en Irak, où la situation est catastrophique à tous les égards, aggravée par les interventions américaines, les dirigeants étatsuniens ont manifesté leurs « réticences » à intervenir en Syrie. Ils ont multiplié, comme leurs alliés, les discours enflammés, alors que pourtant se multipliait le nombre des morts et des réfugiés. Sans plus, pour le principe, alors qu'une guerre civile ravage la Syrie depuis deux ans et demi, tuant plus de 100 000 personnes, des civils pour la plus grande part.

La question de l'utilisation d'armes chimiques, le 21 août, semble avoir ébranlé les réticences de Barak Obama à intervenir, malgré le fait qu'une large majorité des Américains s'oppose à une telle aventure et que les grands partis politiques et le Congrès sont largement divisés.

Obama, dit-on, serait peu chaud à l'idée de lancer dans un conflit incertain et craint d'affaiblir encore la position fort précaire de son pays dans la région moyen-orientale. Et il s'inquiète : qui dirigerait le pays en cas d'un renversement d'Assad, alors que l'opposition est largement et de plus en plus fragmentée, que des djihadistes accourent de différents pays ? Poussé par les partisans d'une action musclée, l'administration américaine a imaginé plusieurs options : des frappes aériennes ou le tir de missiles à partir de destroyers ancrés en Méditerranée. Mais pas question d'envoyer des troupes au sol. Du moins dans l'immédiat car la perspective d'une attaque militaire occidentale reste à l'ordre du jour.

Reste que bien des interrogations demeurent : y a-t-il bien eu utilisation d'armes chimiques et surtout, par qui ? Bachar Al-Assad a pu ironiser dans une interview au quotidien russe *Izvestia*. « Les déclarations de politiciens américains, occidentaux et d'autres pays sont des insultes au bon sens et trahissent leur mépris pour leur opinion publique. C'est absurde : d'abord, on brandit des accusations et ce n'est qu'après qu'on rassemble des preuves (...). On accuse notre armée d'avoir utilisé des armes chimiques dans la région qui se trouverait sous le contrôle des insurgés. Mais, en fait, il n'y a pas de ligne de front nette entre l'armée et les insurgés dans cette région. Pensez-vous vraiment qu'un Etat puisse utiliser des armes chimiques ou toute autre arme de destruction massive dans un lieu où sont concentrées ses troupes ? » Et il a rappelé, en ce qui concerne les enquêtes sur les crimes de guerre en Syrie, avoir demandé la venue d'une commission d'enquête internationale et donné son feu vert à l'ONU pour enquêter. Quant au ministre des Affaires étrangères syrien Walid Mouallem, il a prévenu que son pays était prêt à se défendre en cas d'intervention militaire internationale. Sans donner de détails, le ministre a promis que les moyens de défense syriens vont « *surprendre* » le monde.

### Et voilà les djihadistes.

Pour Médecins sans frontières, il n'y a pas de doute. Selon des sources médicales syriennes, l'ONG évalue à 3 600 le nombre de patients qui auraient présenté des « symptômes neurotoxiques » après l'attaque du 21 août. Sans « confirmer scientifiquement la cause de ces symptômes, ni établir la responsabilité de cette attaque », MSF estime le nombre de morts de 355 morts parmi ces patients et parle de « crimes de guerre ».

La mission d'enquête des Nations unies a débuté le 26 août son inspection sur un ensemble de sites. La mission devait durer 14 jours

Présente depuis une dizaine de jours en Syrie, elle est dirigée par le scientifique suédois Aake Sellström et composée d'une dizaine d'inspecteurs. Les inspecteurs de l'ONU, contrôleront à la fois des zones sous contrôle du régime et de la rébellion. Les autorités syriennes ont promis d'observer un cessez-le-feu durant leur visite. Les inspecteurs recueilleront des témoignages de victimes et du personnel médical, pratiqueront des autopsies et prélèveront des échantillons qui seront ensuite analysés. Les enquêteurs ont à déterminer si des attaques chi-

---

<sup>1</sup> Par **Maurice Magis**, chargé de la communication à l'ACJJ – août 2013.

<sup>2</sup> « Bachar El-Assad : la Syrie ne deviendra jamais la marionnette de l'Occident ». *Les Izvestia*. Le 26 août 2013. Repris par la *Courrier international*.

miques ont été menées, mais sans en désigner l'auteur. Des observateurs estiment toutefois que seul le régime est en mesure d'utiliser des armes chimiques propulsées par des missiles et des roquettes.

De leur côté, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, les plus enclins, comme la France, à guerroyer, pensent que l'inspection de l'ONU vient trop tard. « Les tirs d'artillerie ont pu déjà détruire une bonne partie des éléments de preuve ». « D'autres preuves peuvent avoir été endommagées au cours des derniers jours, et d'autres peuvent avoir été trafiquées », estime-t-on à Londres.

En tout cas, signe du peu d'enthousiasme du régime, le ministre des Affaires étrangères syrien a reporté de 24 heures, la deuxième journée d'inspection des experts de l'ONU, le 27 août, prétextant un désaccord avec les rebelles sur les garanties de sécurité de leurs déplacements. Le ministre a toutefois réfuté les accusations selon lesquelles le gouvernement syrien faisait obstacle au travail des inspecteurs et affirmé qu'une éventuelle frappe militaire américaine en Syrie ne ferait que servir les intérêts des groupes liés à Al-Qaida. Effectivement, la Syrie voit affluer depuis un mois des combattants venant des zones tribales pakistanaises. Une intervention qui ne peut qu'amplifier les affrontements entre l'Armée syrienne libre (ASL) et les différents groupes djihadistes et parcelliser un peu plus l'opposition à Bachar Al Assad. Les djihadistes, fortement armés, s'installent en force dans le nord du pays où ils imposent la charia malgré la résistance d'une grande partie de la population en butte à des arrestations arbitraires.

### « Provocation et intoxication »

Le chroniqueur José Fort a bien résumé la situation : « L'escalade autour du conflit syrien fait craindre le pire. Qu'on me comprenne bien : le régime en place à Damas n'est pas ma tasse de thé. Les forces talibanesques n'ont plus. Mais ce qui se prépare au milieu d'une vaste campagne d'intoxication risque de plonger toute la région et au-delà dans la guerre. On savait déjà que des commandos encadrés par les services spéciaux US, israéliens, français et britanniques étaient positionnés dans la banlieue de Damas. » Et il s'inquiète de la réaction de Moscou : « Les Russes mettent en garde pour l'instant en rappelant l'aventure irakienne et une 'possible erreur stratégique' de l'Occident. On ne peut exclure que des bâtiments russes soient envoyés aussi sur zone.

D'escalade en escalade, de discours enflammés en déclarations irresponsables, le monde peut se retrouver dans une situation de guerre avec de terribles conséquences. Il n'y a pas d'autre solution que la négociation politique. Le reste n'est que provocation, et intoxication<sup>3</sup>. » Le fait est que le secrétaire à la Défense américain Chuck Hagel a déclaré que les forces américaines étaient prêtes à agir contre le régime syrien : « Le président Obama a demandé au ministère de la défense de préparer des options pour tous les cas de figure. Nous l'avons fait. Et les chefs d'état-major de différents grands pays occidentaux, dont les Etats-Unis, et leurs amis du Moyen-Orient se concertent pour envisager les termes d'une guerre avec la Syrie.

Les préparatifs américains ne sont pas sans conséquences au-delà des frontières syriennes. L'Iran a averti Washington : « Si les Etats-Unis franchissent cette ligne rouge, il y aura de dures conséquences pour la Maison Blanche », a déclaré le commandant Massoud Jazayeri, adjoint du chef de l'état-major des forces armées iraniennes. Téhéran, allié d'Al-Assad a admis que des armes chimiques avaient été utilisées en Syrie et a appelé la communauté internationale à empêcher leur utilisation « où que ce soit dans le monde, notamment en Syrie. » Le président iranien n'est pas allé jusqu'à dire qu'il estimait responsable de l'utilisation des armes chimiques mais le ministère iranien des Affaires étrangères a estimé, sans preuves, que les rebelles syriens étaient vraisemblablement derrière l'attaque massive à l'arme chimique aux premières heures du 21 mars dans la banlieue est de Damas. La Russie, autre allié du gouvernement syrien, a aussi rejeté la responsabilité de l'attaque sur l'opposition qu'elle a accusée de mettre de l'huile sur le feu. « Les signaux en provenance de l'opposition qui auraient été nécessaires, notamment montrer qu'elle était prête à garantir la sécurité et le travail efficace des experts des Nations unies sur les territoires contrôlés par des activistes, n'apparaissent malheureusement pas », a ainsi déclaré Sergueï Lavrov, le ministre des Affaires étrangères russe.

---

<sup>3</sup> « Syrie : d'escalade en escalade » Dans *l'Humanité* du 26 août 2013.

## Une position géostratégique

Les opposants ont aussitôt démenti : « La Coalition nationale syrienne rejette en bloc les informations mensongères relayées par le régime d'Assad et considère qu'il s'agit d'une tentative désespérée pour détourner l'attention de ses crimes répétés et méthodiques à l'encontre des civils syriens », accusant le pouvoir de ne reculer devant rien pour faire passer au second plan ses exactions meurtrières contre le peuple

De son côté, le président israélien Shimon Peres a appelé la communauté internationale à se « débarrasser » des armes chimiques de Syrie. « Les armes chimiques « ne peuvent pas rester là, que ce soit dans les mains d'Assad ou dans les mains de quelqu'un d'autre. ». « C'est très compliqué, très coûteux, mais il serait encore plus compliqué et encore plus dangereux de laisser les choses telles qu'elles sont », a ajouté M. Peres. Allié de l'Iran et du Hezbollah, coincé entre le Liban, l'Irak, Israël et Palestine, la Syrie a une portée géostratégique importante au Proche-Orient. Il est certain que les répercussions d'un changement de pouvoir à Damas ne s'arrêteraient pas aux frontières syriennes.

Dans l'immédiat, ce nouvel épisode meurtrier risquait d'anéantir l'espoir, fût-il infime, d'une issue politique à ce conflit. Même si Washington a redit à Moscou son attachement à la préparation d'une conférence internationale sur un règlement politique en Syrie - Genève 2. Cette conférence, plusieurs fois reportée, devrait réunir à une même table des responsables du régime syrien et de l'opposition pour tenter de trouver une solution politique négociée entre Damas et la rébellion.

De Washington à Paris, d'Ankara à Doha, les plans d'intervention sont à l'étude. Mais les choses ne sont pas si simples : pas de consensus à l'ONU. Le premier britannique a été obligé de faire marche arrière après que son Parlement ait dit « non » à la guerre. Une large majorité de citoyens étatsuniens, britanniques, français sont hostiles aux possibles opérations armées. Le pape en compagnie du roi de Jordanie, un musulman, a proclamé que « la voie du dialogue et de la négociation entre les composantes de la société syrienne, avec le soutien de la communauté internationale, est l'unique option pour mettre fin au conflit ». L'Égypte refuse une intervention, de même que l'Organisation des États américains, ou l'Afrique du Sud. La Chine appelle à une coalition mondiale contre la guerre. L'Allemagne a clairement fait savoir qu'elle n'interviendrait pas militairement en Syrie. Et tous se souviennent des mensonges sur les armes de destruction massive qui avait « justifié » la guerre en Irak en 2003. Alors, le conflit annoncé semble bien reporté sine die.

Membre du Parti communiste, Aram Karabet a passé treize ans dans les geôles du régime baasiste des Al Assad. Il dénonce pourtant les pressions régionales et internationales et la militarisation de la révolte. Dans *l'Huma*, il affirmait récemment que « Ce à quoi on assiste est la rencontre d'intérêts à la fois de forces régionales et internationales qui, toutes – qu'elles se prétendent être du côté du régime ou au contraire être les amis du peuple syrien –, amènent les Syriens vers cette situation terrible dans laquelle ils se trouvent aujourd'hui. » Opposé à la militarisation de l'opposition qui ne pourrait que subordonner une partie de l'opposition à des forces régionales ou internationales opposées au régime de Damas, il ne cache pas son pessimisme : « La Syrie a, en réalité, échappé aux Syriens. D'un côté, les Russes et les Iraniens défendent leurs intérêts, soutiennent le régime et l'ont poussé à militariser la répression en envoyant l'armée régulière contre les opposants. De l'autre, les forces régionales (Qatar, Arabie saoudite, Turquie) et occidentales ont aidé à la militarisation du soulèvement. Aujourd'hui, il n'y a plus de solution syro-syrienne. La solution est aux mains de la communauté internationale<sup>4</sup>. »

---

<sup>4</sup> « La révolution syrienne a échappé aux Syriens ». Le 12 août 2013